

No. 56112*

**United Nations (Office of the High Commissioner for Human Rights)
and
Niger**

Agreement between the Government of the Republic of Niger and the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights concerning the establishment of an office of the High Commissioner in Niger. Geneva, 28 November 2019, and Niamey, 9 December 2019

Entry into force: *9 December 2019 by signature, in accordance with article XXIX*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 9 December 2019*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Organisation des Nations Unies (Haut Commissariat aux droits de l'homme)
et
Niger**

Accord entre le Gouvernement de la République du Niger et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant l'établissement d'un bureau du Haut-Commissariat au Niger. Genève, 28 novembre 2019, et Niamey, 9 décembre 2019

Entrée en vigueur : *9 décembre 2019 par signature, conformément à l'article XXIX*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *d'office, 9 décembre 2019*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER
ET
LE HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE
L'HOMME
CONCERNANT
L'ETABLISSEMENT D'UN BUREAU DU HAUT-COMMISSARIAT AU
NIGER

La République du Niger, représentée par son Gouvernement, et l'Organisation des Nations Unies, représentée par le Haut- Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

1. Réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies, en particulier ceux énoncés au paragraphe 3 de l'article 1, pour ce qui est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;
2. Reconnaisant l'importance que revêt le respect des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
3. Considérant les documents finaux des grandes conférences et réunions au sommet de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 au Sommet mondial, le Programme d'action de Beijing adopté le 15 septembre 1995 à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Durban adoptés le 8 septembre 2001 à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que le document final du Sommet mondial de 2005 adopté par l'Assemblée générale le 16 septembre 2005;
4. Ayant à l'esprit le mandat confié au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 48/141 en date du 20 décembre 1993 en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme et le mandat du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH);
5. Considérant que le Bureau de pays créé en application du présent Accord peut dans une large mesure contribuer à promouvoir et protéger les droits fondamentaux de l'homme et à faciliter la mise en œuvre des engagements du Gouvernement du Niger dans le domaine des droits de l'homme, notamment en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme signés et ratifiés par le Gouvernement du Niger;
6. Considérant en outre que le Gouvernement du Niger a approuvé la création d'un Bureau de pays du HCDH au Niger dans le cadre du mandat que l'Assemblée générale des Nations Unies a confié au HCDH dans sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993;
7. Sont convenus de ce qui suit:

Article I Définitions

8. Aux fins du présent Accord, les définitions suivantes s'appliquent:
 - a) L'expression « Pays Hôte » désigne la République du Niger;
 - b) Le terme « Gouvernement » désigne le Gouvernement du Niger;
 - c) Le sigle « HCDH » désigne le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

- d) Le mot « Parties » désigne l'Organisation des Nations Unies et la République du Niger;
- e) L'expression « Bureau de pays » désigne le bureau de pays du HCDH et tout bureau auxiliaire qui pourrait être établi au Niger;
- f) Le mot « Convention » désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946, à laquelle le Niger a adhéré le 25 août 1961, sans aucune réserve;
- g) Le mot « Accord » désigne le présent Accord signé par le Gouvernement du Niger et l'Organisation des Nations Unies;
- h) L'expression « Locaux du Bureau de pays » désigne le bâtiment ou la partie du bâtiment occupé(e) de manière permanente ou temporaire par le Bureau de pays ou dans lequel ou laquelle se déroulent les réunions convoquées dans le Pays Hôte par le Bureau de pays, telles que définies dans le présent Accord ou dans tout accord additionnel conclu avec le Gouvernement;
- i) L'expression « Archives du Bureau de pays » désigne l'ensemble des dossiers, correspondances, documents, manuscrits, fichiers informatiques, images fixes ou animées, films et enregistrements vidéo et sonores appartenant au Bureau de pays ou détenu par lui pour l'exercice de ses fonctions;
- j) L'expression « Biens du Bureau de pays » désigne tous les biens du Bureau, notamment les fonds, les revenus et autres avoirs appartenant au Bureau ou détenus ou administrés par le Bureau dans le cadre de l'exercice de ses fonctions;
- k) L'expression « Représentant du Haut-Commissaire » désigne le fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies chargé de diriger et de superviser les activités du Bureau de pays au nom du Haut-Commissaire aux droits de l'homme et sous son autorité;
- l) L'expression « Autorités Compétentes » désigne les autorités publiques, locales, régionales et centrales du Pays Hôte qu'il s'agisse des autorités civiles, de police, de sécurité, militaires ou d'autres autorités;
- m) Le mot « Fonctionnaires » désigne le Représentant du Haut-Commissaire et tous les membres du personnel du Bureau de pays, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des personnes recrutées au niveau local et rémunérées à l'heure, comme le prévoit la résolution 76 (1) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946;
- n) L'expression « Experts en mission » désigne les personnes autres que les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui accomplissent des missions à la demande ou au nom du Bureau de pays ou d'une autre entité des Nations Unies;
- o) L'expression « Personnes qui fournissent des services » désigne les contractants, les experts opérant sur le terrain, les volontaires, les consultants, ainsi que les personnes juridiques et physiques et leurs employés;
- p) L'expression « Personnel du HCDH » désigne les fonctionnaires, les personnes recrutées au niveau local et rémunérées à l'heure, les Experts en mission et les Personnes qui fournissent des services;
- q) Les mots « Secrétaire général » désignent le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article II

Objet de l'Accord

9. Le présent Accord a pour objet de fixer les conditions et les modalités relatives à la création et au fonctionnement du Bureau de pays, ainsi qu'à son statut et au statut de son personnel et de ses locaux, et de faciliter ses activités de coopération avec le Gouvernement.

10. Le Gouvernement confirme que le traitement accordé au Bureau de pays sera égal et identique à celui dont bénéficie toute autre mission étrangère accréditée auprès du Pays Hôte.

Article III

Applicabilité de la Convention

11. La Convention s'applique mutatis mutandis au HCDH, au Bureau de pays et à ses biens, fonds et avoirs, à ses Fonctionnaires, à ses Experts en mission et les Personnes qui fournissent des services dans le Pays Hôte.

Article IV

Personnalité juridique

12. Le Bureau jouit de la personnalité juridique dans le Pays Hôte. Il a la capacité:

- a) De conclure des contrats;
- b) D'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles; et
- c) D'être partie à une procédure judiciaire.

13. Aux fins du présent Accord, le Bureau de pays est représenté par le Représentant du Haut-Commissaire.

Article V

Mandat et fonctions du Bureau

14. Conformément à la Charte des Nations Unies et au mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, tel que défini dans la résolution 48/141 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993, le Bureau de pays a pour objectif de conseiller et d'assister le Gouvernement du Niger en ce qui concerne le développement et la mise en œuvre de stratégies, programmes et mesures visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le pays. À cette fin, le Bureau de pays fournit des services consultatifs et une assistance technique au Gouvernement et à d'autres partenaires pertinents en vue d'appliquer les normes régionales et internationales relatives aux droits de l'homme.

15. Le Bureau de pays observe la situation des droits de l'homme dans le Pays Hôte, consulte et assiste les Autorités Compétentes, ainsi que différentes institutions nationales, les organisations de la société civile et d'autres organismes compétents aux fins de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

16. Le Bureau de pays organise des activités de formation et vulgarise des informations sur les droits de l'homme et le système international des droits de l'homme aux représentants du Gouvernement, ainsi qu'aux institutions nationales des droits de l'homme, aux organisations de la société civile et aux autres acteurs concernés basés dans le Pays Hôte.

17. Le Bureau rend compte de ses activités au Haut-Commissaire, qui peut décider de publier des rapports, y compris sur ses activités au Niger. Avant publication, ces rapports sont communiqués au Gouvernement pour lui permettre de faire part de ses commentaires dans des délais précis.

18. Dans toutes ses activités, le Bureau de pays agit selon les Principes de l'Organisation des Nations Unies, notamment les principes d'impartialité, d'indépendance, d'objectivité et de transparence.

Article VI

Inviolabilité du Bureau de pays

19. Le Bureau de pays aura son siège à Niamey. Pour accomplir son mandat, le HCDH pourra se doter de bureaux auxiliaires et d'autres locaux sur le territoire du Pays Hôte, avec l'accord du Gouvernement.

20. Les Locaux du Bureau de pays sont inviolables. Les locaux utilisés à titre temporaire pour les réunions organisées par le Bureau de pays sont assimilés, pendant la durée de ces réunions, aux Locaux du Bureau de pays et ont le même statut. Les biens, fonds et avoirs du Bureau, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ni d'aucune autre mesure de contraintes décidée par une autorité, qu'elle soit administrative, judiciaire ou législative.

21. Les dossiers et les Archives du Bureau de pays et, en général, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient, sont inviolables, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur.

22. Les Autorités Compétentes ne peuvent entrer dans les Locaux du Bureau de pays qu'avec le consentement exprès du Représentant du Haut-Commissaire et dans des conditions approuvées par ce dernier. En cas d'incendie ou autre situation d'urgence nécessitant l'adoption rapide de mesures de protection, s'il ne peut pas être contacté à temps, le Représentant du Haut-Commissaire sera censé avoir donné son accord à toute entrée nécessaire dans les locaux.

Article VII

Sécurité et protection

23. Les Autorités Compétentes assurent la sécurité et la protection des Locaux du Bureau de pays et exercent la diligence voulue pour assurer que la tranquillité des Locaux du Bureau de pays ne soit pas perturbée par l'entrée non autorisée de personnes ou de groupes de personnes ou par des troubles dans le voisinage immédiat. À la demande du Représentant du Haut-Commissaire, les Autorités Compétentes fournissent les forces de police nécessaires pour le maintien de l'ordre dans les Locaux du Bureau de pays ou dans son voisinage immédiat, et pour l'expulsion de personnes de ces locaux ou de ce voisinage.

24. Les Autorités Compétentes prennent, le cas échéant, les mesures concrètes voulues pour assurer convenablement la sécurité, la sûreté et la protection des personnes

mentionnées dans le présent Accord, qui sont indispensables pour garantir le bon fonctionnement du Bureau de pays, à l'abri de toute ingérence, quelle qu'elle soit.

Article VIII **Services publics**

25. Les Autorités Compétentes facilitent, à la demande du Représentant du Haut-Commissaire et dans des conditions au moins aussi favorables que celles accordées par le Gouvernement à toute mission étrangère accréditée dans le pays, l'accès aux services publics dont a besoin le Bureau de pays, notamment mais pas exclusivement, aux réseaux publics et aux services de communication.

26. Au cas où les services publics visés au paragraphe 25 ci-dessus sont fournis au Bureau de pays par les Autorités Compétentes, et que les prix de ces services sont contrôlés par ces autorités, les tarifs de tels services ne devront pas excéder les tarifs comparables les plus bas accordés aux missions étrangères accréditées dans le pays.

27. En cas de force majeure entraînant une interruption partielle ou totale des services susmentionnés, le Bureau de pays aura, pour l'exercice de ses fonctions, la même priorité que celle qui sera accordée aux organismes et organes publics essentiels.

28. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application raisonnable des règlements de protection anti-incendie ou sanitaires du Pays Hôte.

Article IX **Fonds, avoirs et autres biens**

29. Le HCDH, ses biens, ses fonds et ses avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction sauf dans la mesure où, dans un cas particulier, le Secrétaire général y renonce expressément, étant entendu qu'aucune renonciation à l'immunité ne peut s'étendre à une mesure d'exécution quelle qu'elle soit.

30. Les biens et avoirs du Bureau de pays ne peuvent faire l'objet d'aucun contrôle de réglementation ou moratoire financiers, quel qu'il soit, et le Bureau de pays est libre:

- a) De détenir et d'utiliser des fonds, des monnaies et des instruments négociables sous quelque forme que ce soit, d'exploiter des comptes dans toute monnaie et de convertir toute monnaie qu'il détient dans une autre;
- b) De transférer les fonds ou les monnaies qu'il détient d'un pays vers un autre ou à l'intérieur du pays;
- c) De bénéficier du taux de change le plus favorable légalement disponible pour ses transactions financières.

Article X **Exonération d'impôts et de droits de douane et de restrictions à l'importation ou l'exportation**

31. Le Bureau de pays, ses fonds, ses avoirs, ses revenus et ses autres biens sont exonérés:

- a) De tout impôt et prélèvement directs et droits de douane, y compris de la taxe sur la valeur ajoutée, étant entendu que le Bureau du pays ne demandera pas

l'exonération de taxes qui ne représentent que les montants perçus en rémunération des services collectifs qui auront été rendus par les Autorités Compétentes ou par une entreprise au titre des lois et règlements du Pays Hôte à un tarif fixé en fonction du volume des services fournis et qui peuvent être définis, décrits et détaillés de manière spécifique;

b) Des droits de douane et des interdictions et restrictions touchant les articles importés ou exportés par le Bureau de pays pour son usage officiel, étant entendu que les articles importés bénéficiant de telles exonérations ne peuvent être vendus dans le pays, sauf à des conditions approuvées par le Gouvernement;

c) Des droits de douane et des interdictions et des restrictions touchant l'importation et l'exportation de ses publications, images fixes et animées, films, bandes magnétiques, des appareils et enregistrements sonores.

Articles XI Communications

32. Le Bureau de pays jouit, en ce qui concerne ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé par le Gouvernement à toute mission diplomatique ou organisation non gouvernementale en ce qui concerne l'installation et l'exploitation, les priorités, les tarifs et les taxes, s'agissant en particulier des modes de communication suivants: télégrammes, télécopies, liaisons satellites, téléphone, courrier électronique et autres modes de communication, ainsi que pour les tarifs pour la communication par le biais de la presse et de la radio.

33. Le Gouvernement assure l'inviolabilité des communications et de la correspondance officielle du Bureau de Pays et n'impose aucune censure à ces communications et à cette correspondance. Cette inviolabilité englobe, entre autres, les imprimés, les photographies et le matériel électronique.

34. Le Bureau de pays a le droit d'exploiter du matériel de communication, notamment des équipements de communication par satellite, d'utiliser des codes et d'envoyer et de recevoir sa correspondance par courrier ou valise scellée, lesquels jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et les valises diplomatiques. Le Personnel du HCDH a également le droit de communiquer, en général, avec les autres organismes et entités, y compris avec le siège du Haut-Commissariat à Genève, les bureaux du Haut-Commissariat dans d'autres pays et le Personnel du HCDH opérant sur le terrain dans le pays par radio, téléphone, télégramme, satellite, courrier électronique ou tout autre moyen de communication.

Articles XII Participants aux réunions des Nations Unies

35. Le Gouvernement respectera, conformément aux principes et pratiques pertinents de l'Organisation des Nations Unies et au présent Accord, la totale liberté d'expression de tous les participants aux réunions, séminaires, stages de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau de pays et d'autres organismes apparentés. Tous les participants et les personnes exerçant des fonctions dans le cadre des réunions, séminaires, stages de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau de pays et d'autres organismes apparentés jouiront des privilèges, et facilités nécessaires pour y participer et y exercer leurs fonctions de manière indépendante.

Article XIII

Statut des Fonctionnaires du Bureau de pays

36. Les Fonctionnaires du Bureau de pays jouissent des privilèges, immunités et facilités suivants dans le Pays Hôte:

a) Immunité de juridiction pour leurs paroles ou écrits et tous les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle. Une telle immunité continuera à leur être accordée après la cessation de leurs fonctions auprès de l'Organisation des Nations Unies;

b) Immunité d'arrestation ou de détention personnelle ou de détention et de saisie de leurs effets et bagages personnels et officiels sauf en cas de flagrant délit; dans un tel cas les Autorités Compétentes informent immédiatement le Représentant du Haut-Commissaire de l'arrestation et de la détention ou de la saisie;

c) Exonération d'impôt du traitement et de tout autre émolument versé par l'Organisation des Nations Unies; exonération de taxes sur tous leurs revenus et biens et ceux de leur conjoint et des membres de leur famille qui sont à leur charge, à condition que ces revenus proviennent de sources extérieures au Pays Hôte et que ces biens soient situés en dehors du Pays Hôte;

d) Exemption du service militaire et de toute obligation relative au service national;

e) Exemption pour eux-mêmes, leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge des dispositions limitant l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers;

f) Les mêmes privilèges en ce qui concerne les facilités de change que ceux accordés au personnel d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées dans le Pays Hôte;

g) La même protection et les mêmes facilités de rapatriement pour eux-mêmes, leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge que celles qui sont accordées aux envoyés diplomatiques en période de crise internationale;

h) Le droit d'importer en franchise de taxes douanières et d'autres redevances, en un ou plusieurs envois, leurs mobilier, effets personnels et les appareils domestiques au moment de la prise de fonctions dans le Pays Hôte;

i) Droit d'importer en franchise de droits de douane et d'accise des quantités limitées de certains articles destinés à leur usage ou consommation personnelle ne pouvant être ni offerts ni vendus;

j) Droit d'importer ou d'acheter dans le Pays Hôte un véhicule à moteur en franchise de droits de douane et d'accise, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, conformément aux règlements applicables dans le Pays Hôte aux représentants diplomatiques qui y sont accrédités et/ou aux membres d'organisations internationales qui résident dans le pays; le droit d'importer un véhicule à moteur est renouvelable tous les trois ans; un véhicule ainsi importé peut être vendu sur le territoire du Pays Hôte à des conditions convenues avec le Pays Hôte;

k) Le droit d'exporter, à la cessation de leurs fonctions dans le Pays Hôte, leurs meubles et effets personnels, y compris les véhicules à moteur, en franchise de droits et de taxes.

37. Le Bureau de pays peut recruter, selon ses besoins, du personnel de la nationalité du Pays Hôte ou résidant dans le Pays Hôte. Leur recrutement se fait conformément aux

règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies relatifs au recrutement et au choix du personnel.

38. Le HCDH communique périodiquement au Gouvernement les différentes catégories et les noms des Fonctionnaires affectés au Bureau de pays.

39. Le Représentant du Haut-Commissaire jouit des privilèges, immunités, exonérations et facilités accordés normalement aux chefs des missions diplomatiques accrédités dans les pays hôtes. En outre, sans préjudice d'autres dispositions du présent Accord, tous les Fonctionnaires affectés au Bureau de pays de la classe P/L-5 ou de rang supérieur jouissent des privilèges, immunités, facilités accordés au personnel diplomatique des missions accrédités dans le Pays Hôte.

40. Le nom du Représentant du Haut-Commissaire et des Fonctionnaires visés au paragraphe 39 est inscrit sur la liste diplomatique par le Ministère des affaires étrangères du Pays Hôte.

41. Les privilèges, exonérations et facilités visés au paragraphe 36 ci-dessus sont aussi accordés au conjoint et aux membres de la famille qui sont à la charge des Fonctionnaires concernés.

Article XIV

Experts en mission

42. Les experts (autres que les Fonctionnaires), lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris le temps du voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités suivants:

a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;

b) immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir des missions pour l'Organisation des Nations Unies;

c) inviolabilité de tous papiers et documents;

d) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;

e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

43. Les Experts en mission sont exonérés de l'impôt sur le traitement et autres émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies et peuvent jouir d'autres privilèges, immunités et facilités convenus par les Parties.

Article XV

Personnes qui fournissent des services

44. Le Gouvernement accorde à toutes les Personnes qui fournissent des services au Bureau de pays ou pour le compte du Bureau de pays les mêmes privilèges et immunités qu'aux Fonctionnaires du Bureau de pays. Ces privilèges et immunités sont accordés dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non pas pour un bénéfice personnel de ces personnes. À l'exception de l'immunité de juridiction pour leur paroles ou écrits et tous les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle, les privilèges et immunités cesseront de s'appliquer lorsque la personne concernée aura cessé d'exercer ses fonctions.

Article XVI

Personnel recruté au niveau local et rémunéré à l'heure

45. Le personnel recruté dans le Pays Hôte, qui est rémunéré à l'heure pour fournir des services au Bureau de pays, jouit de l'immunité de juridiction pour ses paroles, ses écrits et tous les actes qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions officielles. Cette immunité continue de lui être accordée après la cessation de ses fonctions auprès du Bureau.

46. Les conditions d'emploi des personnes recrutées au niveau local et rémunérées à l'heure sont régies par les résolutions, les décisions, les règles et règlements et politiques des organes compétents de l'ONU.

Article XVII

Levée de l'immunité

47. Les privilèges et immunités visés dans le présent Accord sont accordés aux personnes concernées non pas pour leur bénéfice personnel mais dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'ONU pourra et devra lever l'immunité accordé à ces personnes dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et pourra être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation des Nations Unies.

Article XVIII

Liberté de circulation et d'accès aux informations utiles

48. Toutes les personnes visées dans le présent Accord, y compris tous les participants aux réunions (séminaires, aux stages de formation, aux colloques, aux ateliers et aux activités similaires organisés par le Bureau de pays) sont habilités à entrer dans le Pays Hôte, à en sortir, à y séjourner sans entrave, à y circuler librement. Elles jouissent également de la liberté d'observation et d'accès aux informations utiles et à tout autre matériel ou document nécessaire pour l'accomplissement de leurs fonctions et l'exécution des activités du Bureau de pays, sauf pour les documents officiels auxquels l'accès est restreint par la Constitution et la législation du Niger.

49. Le Personnel du HCDH jouit d'une totale liberté de circulation sur tout le territoire du Pays Hôte. Afin de faciliter l'exercice de cette liberté de circulation, le Gouvernement facilite les déplacements du Personnel du HCDH, en cas de besoin. La liberté de circulation comprend la liberté d'observer et de suivre, ainsi que les prérogatives suivantes, exercées dans le cadre du mandat du Bureau:

a) Accès à tous les lieux d'arrestation et de détention et à toutes les prisons après notification préalable aux Autorités Compétentes. Le Personnel du HCDH doit être autorisé à s'entretenir en privé, librement et sans entrave, avec toute personne arrêtée, interrogée, détenue, emprisonnée ou présente dans de tels lieux;

b) Contact direct avec les Autorités Compétentes;

c) Contact direct avec les personnes, les représentants d'associations et, d'organisations non gouvernementales et autres acteurs de la société civile, les institutions privées, les hôpitaux, les centres médicaux et les médias.

Article XIX

Laissez-passer, certificats et visas

50. Le Gouvernement reconnaît et accepte le laissez-passer de l'Organisation des Nations Unies délivré aux Fonctionnaires du HCDH en tant que document de voyage valide:

a) Le Gouvernement reconnaît et accepte les certificats délivrés par l'Organisation des Nations Unies à tous les Experts en mission et les autres personnes voyageant pour le compte du HCDH;

b) Toutes les personnes visées dans le présent Accord jouissent de toutes les facilités garantissant un déplacement rapide. Des visas et des autorisations d'entrée et de sortie sont au besoin délivrés gratuitement aux personnes visées dans le présent Accord, à celles qui sont à leur charge et à toutes autres personnes invitées par le Bureau de pays dans le cadre d'activités officielles du Bureau;

c) Des facilités analogues à celles définies au paragraphe b) ci-dessus sont accordées aux Experts en mission et à d'autres personnes qui, sans être munies d'un laissez-passer de l'Organisation des Nations Unies sont reconnues par le Bureau comme effectuant un voyage officiel pour le compte de l'Organisation des Nations Unies.

Article XX

Drapeaux, emblèmes et signes distinctifs

51. Le Bureau de pays peut faire flotter ou arborer les drapeaux et/ou emblèmes de l'Organisation des Nations Unies et du HCDH dans ses locaux, sur ses véhicules officiels et les rendre visibles de toute autre manière convenue entre les Parties.

Article XXI

Identification

52. À la demande du Représentant du Haut-Commissaire, le Ministère des affaires étrangères du Pays Hôte délivre aux personnes visées dans le présent Accord les pièces d'identité requises certifiant qu'en tant que membres du Personnel du HCDH et conformément au présent Accord, ils jouissent de privilèges et d'immunités.

53. Les personnes visées dans le présent Accord sont tenues de présenter mais pas de céder leurs pièces d'identité à tout fonctionnaire autorisé du Gouvernement qui en a fait la demande.

54. Au moment du départ définitif de la (des) personne(s) visée(s) au présent Accord ou lorsque cette ou ces personnes cessent leurs fonctions, le Bureau de pays

retourne rapidement la (les) pièce(s) d'identité visée(s) au paragraphe 52 au Ministère des affaires étrangères du Pays Hôte.

Article XXII

Sécurité sociale

55. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies jouit de la capacité juridique dans le Pays Hôte et des mêmes exonérations, privilèges et immunités que l'Organisation des Nations Unies elle-même. Les prestations reçues de la Caisse des pensions sont exonérées d'impôts.

56. Les Parties conviennent qu'étant donné que les fonctionnaires de l'Organisation relèveront du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation, y compris l'article VI desdits Statut et Règlement qui établissent un régime complet de sécurité sociale, l'Organisation des Nations Unies, le Bureau de pays et les membres de son personnel, quelle que soit leur nationalité, sont exemptés de l'application des lois du Pays Hôte relatives à la couverture et aux cotisations obligatoires à ses régimes de sécurité sociale pendant l'exercice de leurs fonctions auprès de l'Organisation des Nations Unies.

57. Les dispositions du paragraphe ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis aux membres de la famille faisant partie du ménage des personnes visées au paragraphe 56, sauf s'ils exercent une activité rémunérée ou travaillent à leur compte dans le Pays Hôte ou bénéficient de prestations de sécurité sociale versées par le Pays Hôte.

Article XXIII

Locaux à usage d'habitation

58. Le Gouvernement s'engage à faciliter autant que possible l'accès des Fonctionnaires, Experts en mission et Personnes qui fournissent des services affectés au Bureau de pays à des locaux à usage d'habitation.

Article XXIV

Accès au marché du travail pour les membres de la famille et délivrance de visas et de permis de résidence pour les employés de maison

59. Le Gouvernement s'engage à octroyer un permis de travail aux conjoints des Fonctionnaires du Bureau de pays et aux enfants membres de leur famille âgés de moins de 21 ans ou économiquement à leur charge.

60. Le Gouvernement s'engage à délivrer des visas et des permis de résidence et tout autre document nécessaire, le cas échéant, aux employés de maison des Fonctionnaires du Bureau de pays.

Article XXV

Coopération entre le Gouvernement et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme

A. Obligations du Gouvernement

61. Le Gouvernement s'engage à respecter les statuts du HCDH et de son personnel et à faire en sorte qu'aucune personne associée ou coopérant avec le HCDH ne soit soumise à des exactions, des menaces, des sanctions ou des représailles.

62. Dans tous les cas où il est question dans le présent Accord des privilèges, immunités et droits du Bureau de pays et du Personnel du HCDH, ainsi que des facilités que le Gouvernement s'engage à fournir, le Gouvernement veille à ce que les autorités locales compétentes du Pays Hôte respectent de tels privilèges, immunités et droits et accordent les facilités mentionnées.

B. Obligations du HCDH

63. Le HCDH coopère en tous temps avec les Autorités Compétentes du Pays Hôte en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer le respect des règlements de police et de prévenir tout abus des privilèges, immunités, exonérations, facilités, droits et avantages accordés en vertu du présent Accord.

64. Sans préjudice des privilèges et immunités visés par le présent Accord, le Personnel du HCDH est tenu de respecter les lois du Pays Hôte et de s'abstenir de toute action ou activité incompatible avec le principe d'impartialité qui régit ses fonctions internationales tout en assurant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

Article XXVI

Responsabilité

65. La coopération du HCDH, régie par le présent Accord, étant destinée à servir les intérêts du Gouvernement et de la population du Pays Hôte, le Gouvernement supporte tous les risques des opérations exécutées dans le cadre du présent Accord.

66. Le Gouvernement sera en particulier tenu de répondre à toutes les réclamations qui seraient occasionnées par des opérations exécutées dans le cadre du présent Accord ou qui leur seraient directement imputables et que des tiers pourraient formuler contre le HCDH, ses Fonctionnaires, ses Experts en mission ou les Personnes qui fournissent des services, et il mettra le HCDH et ses agents hors de cause et les garantira contre tout préjudice découlant de telles réclamations, à moins que le Gouvernement et le HCDH ne conviennent qu'une négligence grave ou une faute intentionnelle justifie la réclamation ou la responsabilité considérée.

Article XXVII

Règlement des différends

67. Tout différend entre les Parties quant à l'interprétation et à l'application du présent accord ou de tout accord additionnel sera réglé par la négociation ou par un autre mode de règlement convenu par les Parties.

68. Lorsqu'un différend ne peut être réglé par la négociation ou un autre mode de règlement convenu par les Parties, chaque Partie désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés en désigneront un troisième qui fera office de président. Si, dans les trente jours qui suivent le dépôt de la demande d'arbitrage, une des Parties n'a pas désigné d'arbitre ou si, dans les quinze jours qui suivent la désignation des deux arbitres, le troisième arbitre n'a pas été désigné, l'une ou l'autre des deux Parties peut demander au Président de la Cour internationale de Justice de désigner un arbitre. La procédure d'arbitrage sera définie par les arbitres et les frais de cette procédure seront pris en charge par les Parties dans la proportion fixée par les arbitres. La décision arbitrale comportera un exposé des motifs sur lesquels elle est fondée et sera acceptée par les deux Parties en tant que règlement définitif du différend.

Article XXVIII

Accords additionnels

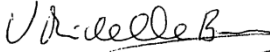
69. Des arrangements d'ordre administratif et financier concernant le Bureau de pays peuvent être conclus, selon le besoin, au moyen d'accords additionnels. Les Parties peuvent conclure tout autre accord additionnel qu'elles jugeront opportun.

Article XXIX

Dispositions finales

70. Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties.
71. Le présent Accord peut être modifié par consentement mutuel au moyen d'un échange de notes écrites exprimant l'intention des Parties à cet effet.
72. Le présent Accord est conclu pour une période indéterminée. L'une ou l'autre des parties peut résilier le présent Accord par notification écrite à l'autre partie. Dans ce cas, l'Accord restera en vigueur pour une période de six mois suivant la date de réception de ladite notification afin de permettre la cessation des activités du Bureau, le retrait en bon ordre des biens, des fonds et des avoirs du Bureau et le règlement de tout différend encore pendant conformément à l'article XXVII du présent Accord.
73. Il est entendu par les Parties que si le Pays Hôte conclut avec une organisation intergouvernementale un accord contenant des termes et des conditions plus favorables que ceux prévus dans le présent Accord, de tels termes et conditions s'appliqueront au HCDH s'il en fait la demande, au moyen d'un accord additionnel.
74. Le présent Accord a été conclu et signé en deux exemplaires en français.

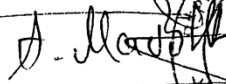
Pour le Haut-Commissariat des Nations
Unies aux droits de l'homme,



Michelle Bachelet

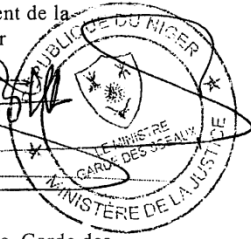
Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme

Pour le Gouvernement de la
République du Niger



Marou Amadou

Ministre de la Justice, Garde des
Sceaux



Genève, le 28 novembre 2019

Niamey, le 09 DEC 2019

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE NIGER AND THE OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF AN OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER IN THE NIGER

The Republic of the Niger, represented by its Government, and the United Nations, represented by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights,

1. Reaffirming the purposes and principles of the Charter of the United Nations, in particular those under Article 1 (3) in regard to achieving international cooperation in solving international problems of an economic, social, cultural or humanitarian character, and in promoting and encouraging respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion,

2. Recognizing the importance of observing the provisions contained in the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and other international human rights instruments,

3. Considering the outcome documents of the major United Nations conferences and summits, in particular the Vienna Declaration and Programme of Action, adopted by the World Conference on Human Rights on 25 June 1993; the Beijing Declaration and Platform for Action, adopted by the Fourth World Conference on Women: Action for Equality, Development and Peace on 15 September 1995; the Durban Declaration and Programme of Action, adopted by the World Conference against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance on 8 September 2001; and the 2005 World Summit Outcome adopted by the General Assembly on 16 September 2005,

4. Bearing in mind the mandate conferred on the United Nations High Commissioner for Human Rights by the General Assembly of the United Nations in its resolution 48/141 of 20 December 1993 with respect to the promotion and protection of human rights and the mandate of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR),

5. Considering that the Country Office established pursuant to the present Agreement has significant potential to promote and protect fundamental human rights and facilitate the implementation of human rights commitments undertaken by the Government of the Niger, including those contained in the international human rights treaties signed and ratified by the Government of the Niger,

6. Considering further that the Government of the Niger has agreed to the establishment of an OHCHR Country Office in the Niger under the mandate conferred on OHCHR by the General Assembly of the United Nations in its resolution 48/141 of 20 December 1993,

7. Have agreed as follows:

Article I. Definitions

8. For the purposes of the present Agreement:

(a) “Host country” means the Republic of the Niger;

- (b) “Government” means the Government of the Niger;
- (c) “OHCHR” means the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights;
- (d) “Parties” means the United Nations and the Republic of the Niger;
- (e) “Country Office” means the OHCHR Country Office and any sub-offices that may be established in the Niger;
- (f) “Convention” means the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946, to which the Niger succeeded on 25 August 1961 without reservation;
- (g) “Agreement” means the present Agreement, signed by the Government of the Niger and the United Nations;
- (h) “Premises of the Country Office” means the building or part of a building occupied permanently or temporarily by the Country Office or in which meetings convened in the host country by the Country Office, as defined in the present Agreement or in any supplementary agreements entered into with the Government, are held;
- (i) “Archives of the Country Office” means all records, correspondence, documents, manuscripts, computer records, still or moving images, films and sound recordings belonging to or held by the Country Office for the performance of its functions;
- (j) “Property of the Country Office” means all property of the Office, including funds, income and other assets belonging to the Office or held or administered by the Office for the performance of its functions;
- (k) “Representative of the High Commissioner” means the United Nations official in charge of directing and supervising the activities of the Country Office on behalf and under the authority of the High Commissioner for Human Rights;
- (l) “Competent authorities” means local, regional and central governmental authorities of the host country, whether civilian, police, security, military or other;
- (m) “Officials” means the Representative of the High Commissioner and all staff members of the Country Office, irrespective of nationality, with the exception of those who are recruited locally and are assigned to hourly rates, as provided for in General Assembly resolution 76 (I) of 7 December 1946;
- (n) “Experts on mission” means persons other than United Nations officials who perform missions at the request of or on behalf of the Country Office or another United Nations entity;
- (o) “Persons providing services” means contractors, field experts, volunteers and consultants, as well as legal and natural persons and their employees;
- (p) “OHCHR staff” means officials, persons recruited locally and assigned to hourly rates, experts on mission and persons providing services;
- (q) “Secretary-General” means the Secretary-General of the United Nations.

Article II. Purpose of the Agreement

9. The purpose of the present Agreement is to set out the conditions and procedures for the establishment and functioning of the Country Office, as well as its status and the status of its staff and premises, and to facilitate cooperation between it and the Government.

10. The Government shall ensure that the treatment accorded to the Country Office is equal and identical to that accorded to any other foreign mission accredited to the host country.

Article III. Application of the Convention

11. The Convention shall apply mutatis mutandis to OHCHR, the Country Office, its properties, funds and assets, officials, experts on mission and persons providing services in the host country.

Article IV. Juridical personality

12. The Office shall possess juridical personality in the host country. It shall have the capacity:

- (a) To contract;
- (b) To acquire and dispose of immovable and movable property; and
- (c) To take part in legal proceedings.

13. For the purposes of the present Agreement, the Country Office shall be represented by the Representative of the High Commissioner.

Article V. Mandate and functions of the Office

14. In accordance with the Charter of the United Nations and the mandate of the United Nations High Commissioner for Human Rights as set out in General Assembly resolution 48/141 of 20 December 1993, the Country Office shall advise the Government of the Niger on and assist it with the formulation and implementation of strategies, programmes and measures for the promotion and protection of human rights in the Niger. To this end, the Office shall provide advisory services and technical assistance to the Government and other relevant partners with a view to implementing regional and international human rights norms.

15. The Country Office shall observe the human rights situation in the host country and consult with and assist the competent authorities, as well as various national institutions, civil society organizations and other competent bodies, for the purpose of promoting and protecting human rights.

16. The Country Office shall hold training activities and disseminate information about human rights and the international human rights system to government officials, as well as national human rights institutions, civil society organizations and other relevant actors based in the host country.

17. The Office shall report on its activities to the High Commissioner, who may decide to publish reports, including on the Office's activities in the Niger. Prior to publication, such reports shall be shared with the Government so that it can provide comments by the given deadlines.

18. In all its activities, the Country Office shall be guided by the principles of the United Nations, including the principles of impartiality, independence, objectivity and transparency.

Article VI. Inviolability of the Country Office

19. The Country Office shall be located in Niamey. To accomplish its mandate, OHCHR shall have the capacity to establish sub-offices and other premises in the host country, with the consent of the Government.

20. The premises of the Country Office shall be inviolable. Premises used on a temporary basis for meetings organized by the Country Office shall be considered, for the duration of those meetings, premises of the Country Office and shall have the same status. The property, funds and assets of the Office, wherever located and by whomsoever held, shall not be subject to searches, requisitions, confiscations, expropriations or any other acts of interference ordered by the authorities, whether administrative, judicial or legislative.

21. The records and archives of the Country Office, and in general all documents belonging to it or held by it, shall be inviolable, wherever located and by whomsoever held.

22. The competent authorities shall not enter the premises of the Country Office except with the express consent of and under the conditions approved by the Representative of the High Commissioner. In the event of fire or other emergency requiring urgent protection measures, the consent of the Representative of the High Commissioner to any necessary entry into the premises shall be presumed if he or she cannot be reached in time.

Article VII. Security and protection

23. The competent authorities shall provide security and protection for the premises of the Country Office and exercise the requisite diligence to ensure that the tranquillity of the premises of the Country Office is not disturbed by the unauthorized entry of persons or groups of persons or by disturbances in the immediate vicinity. At the request of the Representative of the High Commissioner, the competent authorities shall provide the police officers needed to maintain order at the premises of the Country Office or in its immediate vicinity and to remove persons therefrom.

24. The competent authorities shall take, as appropriate, specific measures required to adequately ensure the security, safety and protection of persons referred to in the present Agreement, which are indispensable for the proper functioning of the Country Office, free from interference of any kind.

Article VIII. Public services

25. The competent authorities shall facilitate, at the request of the Representative of the High Commissioner and under conditions not less favourable than those accorded by the Government to any accredited foreign mission in the country, access to the public services required by the Country Office, including, but not limited to, public networks and communications services.

26. In the event that the public services referred to in paragraph 25 above are provided to the Country Office by the competent authorities and the prices of those services are regulated by the competent authorities, the rates charged shall not exceed the lowest comparable rates accorded to accredited foreign missions in the country.

27. In the event of force majeure resulting in a complete or partial disruption of the above-mentioned services, the Country Office shall, for the performance of its functions, be accorded the same priority as essential public agencies and organs.

28. The provisions of the present article shall not prevent the reasonable application of fire protection or sanitary regulations of the host country.

Article IX. Funds, assets and other property

29. The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, its property, funds and assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from legal process except insofar as, in any particular case, the Secretary-General has expressly waived its immunity, it being understood that no waiver of immunity shall extend to any kind of measure of execution.

30. The property and assets of the Country Office cannot be restricted by financial regulatory controls or moratoriums of any kind, and the Country Office may:

- (a) Hold and use funds, currency and negotiable instruments of any kind, operate accounts in any currency and convert any currency held by it into any other currency;
- (b) Transfer its funds or currency from one country to another or within the country;
- (c) Enjoy the most favourable legally available rate of exchange for its financial transactions.

Article X. Exemption from taxes, customs duties and restrictions on imports and exports

31. The Country Office, its funds, assets, income and other property shall be exempt from:

(a) All direct taxes and levies and customs duties, including value added tax; it is understood, however, that the Country Office will not claim exemption from taxes which are no more than charges for utility services that are rendered by the competent authorities or by a company under the laws and regulations of the host country at a rate fixed according to the amount of services provided and that can be specifically defined, described and itemized;

(b) Customs duties and prohibitions and restrictions on articles imported or exported by the Country Office for its official use; it is understood that articles imported under such exemptions will not be sold in the country except under conditions agreed with the Government;

(c) Customs duties and prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of its publications, still and moving images, films, tapes, audio devices and sound recordings.

Article XI. Communications

32. The Country Office shall enjoy in respect of its official communications treatment not less favourable than that accorded by the Government to any diplomatic mission or non-governmental organization in the matter of installation and operation, priorities, rates and taxes for the following forms of communication in particular: telegrams, telefaxes, satellite links, telephone, electronic mail and other forms of communication; and rates for communication through the press and radio.

33. The Government shall ensure the inviolability of the official communications and correspondence of the Country Office and shall impose no censorship on such communications or

correspondence. Such inviolability shall extend, inter alia, to printed materials, photographs and electronic material.

34. The Country Office has the right to operate communications equipment, in particular satellite communications equipment, to use codes and to dispatch and receive its correspondence by mail or sealed bag, which shall have the same privileges and immunities as diplomatic mail and bags. OHCHR staff shall also have the right to communicate in general with other agencies and entities, including OHCHR headquarters in Geneva, OHCHR offices in other countries and OHCHR staff in the field in the Niger via radio, telephone, telegram, satellite, electronic mail or any other means of communication.

Article XII. Participation in United Nations meetings

35. The Government, in accordance with relevant United Nations principles and practices and the present Agreement, shall respect the complete freedom of expression of all participants in meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Country Office and other related agencies. All participants and persons exercising functions in connection with meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Country Office and other related agencies shall enjoy such privileges and facilities as are necessary for their participation and the independent exercise of their functions.

Article XIII. Status of officials of the Country Office

36. Officials of the Country Office shall enjoy the following privileges, immunities and facilities within the host country:

(a) Immunity from legal process with respect to words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue to be accorded after termination of their employment with the United Nations;

(b) Immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal and official effects and baggage, except in cases of flagrante delicto; in such cases, the competent authorities shall immediately inform the Representative of the High Commissioner of the arrest, detention or seizure;

(c) Exemption from taxation on the salaries and all other remuneration paid to them by the United Nations; exemption from taxes on all their income and property, and those of their spouses and dependent family members, provided that such income derives from sources outside the host country and that such property is located outside the host country;

(d) Exemption from military service and all national service obligations;

(e) Exemption in respect of themselves, their spouses and dependent family members from immigration restrictions and alien registration;

(f) The same privileges in respect of exchange facilities as are accorded to officials of comparable ranks forming part of diplomatic missions accredited in the host country;

(g) The same protection and the same repatriation facilities for themselves, their spouses and dependent family members, in time of international crisis, as are accorded to diplomatic envoys;

(h) The right to import free of duty and other levies, in one or more consignments, their furniture, personal effects and household appliances at the time of taking up their post in the host country;

(i) The right to import free of customs and excise duties limited quantities of certain articles intended for personal use or consumption and not for gift or sale;

(j) The right to import or to buy in the host country a motor vehicle free of customs and excise duties, including value added tax, in accordance with the regulations applicable in the host country to diplomatic representatives accredited in the country and/or members of international organizations living in the country. This right to import a motor vehicle is renewable every three years. A vehicle imported in accordance with these provisions may be sold in the host country under conditions agreed with the host country;

(k) The right to export, upon cessation of their employment in the host country, their furniture and personal effects, including motor vehicles, free of duties and taxes.

37. The Country Office may recruit nationals or residents of the host country as required. They shall be recruited in accordance with the United Nations rules and regulations governing the recruitment and selection of staff.

38. OHCHR shall periodically inform the Government of the names and categories of staff assigned to the Country Office.

39. The Representative of the High Commissioner shall be granted the privileges, immunities, exemptions and facilities normally accorded to heads of diplomatic missions accredited to host countries. Furthermore, without prejudice to the other provisions of the present Agreement, all officials assigned to the Country Office having the rank of P/L-5 level or above shall be granted the privileges, immunities and facilities accorded to diplomatic staff at missions accredited to the host country.

40. The names of the Representative of the High Commissioner and of the officials referred to in paragraph 39 shall be included in the diplomatic list by the Ministry of Foreign Affairs of the host country.

41. The privileges, exemptions and facilities referred to in paragraph 36 above shall also be accorded to the spouse and dependent family members of the officials concerned.

Article XIV. Experts on mission

42. Experts (other than officials) performing missions for the United Nations shall be accorded such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions during the period of their missions, including the time spent on journeys. In particular they shall be accorded:

(a) Immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage;

(b) Immunity from legal process of every kind in respect of acts done by them in the performance of their mission, including words spoken or written by them. Such immunity shall continue to be accorded even when such persons are no longer engaged in missions for the United Nations;

(c) Inviolability for all papers and documents;

(d) For the purpose of their communications with the United Nations, the right to use codes and to receive papers or correspondence by courier or in sealed bags;

(e) The same facilities in respect of currency or exchange regulations as are accorded to representatives of foreign Governments on temporary official missions;

(f) The same immunities and facilities in respect of their personal baggage as are accorded to diplomatic envoys.

43. Experts on mission shall be exempt from taxation on the salaries and emoluments paid by the United Nations and may enjoy other privileges, immunities and facilities agreed by the Parties.

Article XV. Persons providing services

44. The Government shall grant all persons providing services to or on behalf of the Country Office the same privileges and immunities as are granted to officials of the Country Office. Privileges and immunities are granted in the interests of the United Nations and not for the personal benefit of the individuals themselves. With the exception of immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity, the privileges and immunities shall cease to apply when the person concerned ceases to exercise his or her functions.

Article XVI. Staff recruited locally and assigned to hourly rates

45. Staff recruited in the host country and assigned to hourly rates to provide services to the Country Office shall be granted immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue to be accorded after termination of their employment with the Country Office.

46. The conditions of employment for persons recruited locally and assigned to hourly rates shall be governed by the resolutions, decisions, regulations and rules, and policies of relevant United Nations bodies.

Article XVII. Waiver of immunity

47. The privileges and immunities referred to in the present Agreement are accorded to the persons concerned in the interests of the United Nations and not for their personal benefit. The Secretary-General shall have the right and the duty to waive the immunity of those persons in any case where, in his or her opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the United Nations.

Article XVIII. Freedom of movement and access to useful information

48. All persons referred to in the present Agreement, including participants in meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Country Office, shall be authorized to enter, exit, stay unimpeded in and move freely about the host country. They shall also enjoy freedom of observation and access to relevant information and any other material or documents necessary for the performance of their duties and the activities of the Country Office, except for official documents to which access is restricted by the Constitution and laws of the Niger.

49. OHCHR staff shall enjoy full freedom of movement throughout the host country. In order to facilitate the exercise of freedom of movement, the Government shall facilitate the travel of OHCHR staff when needed. Freedom of movement includes freedom of observation and monitoring, as well as the following prerogatives exercised pursuant to the mandate of the Country Office:

(a) Access, following prior notification of the competent authorities, to all places of arrest and detention and to all prisons. OHCHR staff shall be allowed to converse in private, freely and without impediment, with any person arrested, interrogated, detained, imprisoned or otherwise present in such places;

(b) Direct contact with the competent authorities;

(c) Direct contact with individuals, representatives of associations, non-governmental organizations and other civil society actors, private institutions, hospitals, medical centres and the media.

Article XIX. Laissez-passer, certificates and visas

50. The Government shall recognize and accept the United Nations laissez-passer issued to OHCHR officials as a valid travel document:

(a) The Government shall recognize and accept the United Nations certificates issued to experts on mission and other persons travelling on behalf of OHCHR;

(b) All persons referred to in the present Agreement shall be granted all facilities for speedy travel. Visas and entry and exit permits, where required, shall be issued free of charge to the persons referred to in the present Agreement, their dependents and all other persons invited by the Country Office as part of the official activities of the Office;

(c) Similar facilities to those specified in paragraph (b) above shall be accorded to experts on mission and other persons who, although not holders of United Nations laissez-passer, are confirmed by the Office as travelling on official business of the United Nations.

Article XX. Flags, emblems and markings

51. The Country Office may fly or display the United Nations and OHCHR flags and/or emblems on its premises and official vehicles and make them visible in any other manner agreed upon by the Parties.

Article XXI. Identification

52. At the request of the Representative of the High Commissioner, the Ministry of Foreign Affairs of the host country shall issue to the persons referred to in the present Agreement the appropriate identity documents certifying that, as OHCHR staff and in accordance with the present Agreement, they enjoy privileges and immunities.

53. Persons referred to in the present Agreement shall, upon request, be required to show, but not to hand over, their identity documents to any authorized government official.

54. At the final departure of the persons referred to in the present Agreement or when such persons cease to exercise their functions, the Country Office shall promptly return the identity document(s) referred to in paragraph 52 to the Ministry of Foreign Affairs of the host country.

Article XXII. Social security

55. The United Nations Joint Staff Pension Fund shall enjoy legal capacity in the host country and the same exemptions, privileges and immunities as the United Nations itself. Benefits received from the Pension Fund shall be exempt from taxation.

56. The Parties agree that, since officials of the Organization are covered by the Staff Regulations and Rules of the United Nations, including article VI thereof, which establishes a comprehensive social security scheme, the United Nations, the Country Office and its staff members, irrespective of nationality, shall be exempt from the laws of the host country on mandatory coverage and compulsory contributions to its social security schemes while exercising their functions in connection with the United Nations.

57. The provisions of the preceding paragraph shall apply mutatis mutandis to the family members forming part of the households of the persons referred to in paragraph 56, unless they are employed or self-employed in the host country or receive social security benefits from the host country.

Article XXIII. Accommodation

58. The Government undertakes to facilitate, to the extent possible, access to accommodation for officials, experts on mission and persons providing services to the Country Office.

Article XXIV. Access to the labour market for family members and issuance of visas and residence permits to household employees

59. The Government shall undertake to grant work permits to the spouses of officials assigned to the Country Office, and to any children forming part of their household who are under 21 years of age or who are economically dependent.

60. The Government shall undertake to issue visas and residence permits and all other documents, as necessary, to the household employees of officials of the Country Office.

Article XXV. Cooperation between the Government and OHCHR

A. Obligations of the Government

61. The Government shall undertake to respect the statutes of OHCHR and its staff and to ensure that no one associated or cooperating with OHCHR is subjected to abuse, threats, sanctions or reprisals.

62. In all those cases where the present Agreement refers to the privileges, immunities and rights of the Country Office and of OHCHR Staff, as well as to the facilities that the Government undertakes to grant, the Government shall ensure that the local competent authorities of the host country respect such privileges, immunities and rights, and grant the facilities mentioned.

B. Obligations of OHCHR

63. OHCHR shall cooperate at all times with the competent authorities of the host country to facilitate the proper administration of justice, secure the observance of police regulations and prevent the occurrence of any abuse in connection with the privileges, immunities, exemptions, facilities, rights and advantages accorded under the present Agreement.

64. Without prejudice to the privileges and immunities accorded under the present Agreement, OHCHR staff shall respect the laws of the host country and refrain from any action or activity that is incompatible with the principle of impartiality which governs the international nature of their functions, while maintaining the highest standards of work, competence and integrity.

Article XXVI. Responsibility

65. OHCHR cooperation under the present Agreement is provided for the benefit of the Government and people of the host country and, therefore, the Government shall bear all risks of operations carried out under the present Agreement.

66. In particular, the Government shall be responsible for dealing with claims resulting from operations arising under the present Agreement or that are directly attributable to it which may be brought by third parties against OHCHR, its officials, experts on mission or persons providing services, and it shall indemnify and exonerate OHCHR and its staff in respect of such claims, unless the Government and OHCHR agree that the claim or liability was caused by gross negligence or intentional harm.

Article XXVII. Settlement of disputes

67. Any dispute between the Parties relating to the interpretation or application of the present Agreement or any supplementary agreement shall be settled by negotiation or by another mode of settlement agreed by the Parties.

68. Where a dispute cannot be settled by negotiation or other mode of settlement agreed by the Parties, each Party shall appoint one arbitrator, and the two arbitrators so appointed shall appoint a third to act as chair. If, within 30 days of the request for arbitration, either Party has not appointed an arbitrator, or if, within 15 days of the appointment of two arbitrators, the third arbitrator has not been appointed, either Party may request the President of the International Court of Justice to appoint an arbitrator. The procedure for arbitration shall be fixed by the arbitrators, and the expenses of the arbitration shall be borne by the Parties as assessed by the arbitrators. The arbitral award shall contain a statement of the reasons on which it is based and shall be accepted by the Parties as the final adjudication of the dispute.

Article XXVIII. Supplementary agreements

69. Administrative and financial arrangements concerning the Country Office may be made, as needed, through supplementary agreements. The Parties may conclude any other supplementary agreement they deem necessary.

Article XXIX. Final provisions

70. The present Agreement shall enter into force on the date on which it is signed by both Parties.

71. The present Agreement may be modified by mutual consent through the exchange of written communications expressing the Parties' intention to that effect.

72. The present Agreement shall remain in force for an indefinite period. Either of the Parties may terminate the present Agreement by means of written notification to the other Party. In such a case, the Agreement shall remain in force for a period of six months following the date of receipt of the written notification in order to allow for the cessation of the Office's activities, the orderly withdrawal of the property, funds and assets of the Office and the settlement of any outstanding disputes in accordance with Article XXVII of the present Agreement.

73. It is the understanding of the Parties that if the host country enters into any agreement with an intergovernmental organization containing terms and conditions more favourable than those set out in the present Agreement, such terms and conditions shall be extended to OHCHR at its request, by means of a supplementary agreement.

74. The present Agreement has been concluded and signed in two copies in French.

For the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights

MICHELLE BACHELET

United Nations High Commissioner for Human Rights

Geneva, 28 November 2019

For the Government of the Republic of the Niger

MAROU AMADOU

Minister of Justice and Keeper of the Seals

Niamey, 9 December 2019